



## Etats-Unis

Etat utilisateur,  
producteur et stockeur  
de BASM



### PRODUCTION, TRANSFERT, STOCKAGE, UTILISATION

**Pays pollué par les bombes à sous-munitions :** Non

**Production:** Les Etats-Unis sont les premiers producteurs de bombes à sous-munitions. En 2007, 8 entreprises ont été identifiées comme produisant et faisant la promotion des sous-munitions ou des bombes à sous-munitions.

**Stockage :** De 700 à 800 millions de sous-munitions sont officiellement stockées par les Etats-Unis. Parmi elles, 30 990 disposent d'un système d'autodestruction, soit seulement 0.00004%. Mais les stocks réels sont probablement plus importants (environ 1 milliard)\*.

**Transfert :** Le pays a été un exportateur majeur de bombes à sous-munitions, il est notamment connu pour avoir exporté ou transféré des bombes à sous-munitions à au moins 27 autres pays : *Argentine, Australie, Belgique, Canada, Egypte, Danemark, France, Grèce, Honduras, Indonésie, Israël, Italie, Japon, Corée du Sud, Maroc, Pays-Bas, Pakistan, Arabie Saoudite, Espagne, Thaïlande, Turquie, Emirats Arabes Unis, Jordanie, Royaume-Unis, Bahreïn, Norvège, Oman.*

**Utilisation:** Les Etats-Unis ont utilisé massivement les bombes à sous-munitions, notamment au Cambodge, au Laos et au Vietnam dans les années 1960 et 1970, mais également au Koweït et en Arabie-Saoudite (1991), en Yougoslavie (1999), en Afghanistan (2001-2002) et en Irak (1991 et 2003)

\* "Survey of Cluster Munitions Policy and Practice" de HRW, Feb.2007, p.62

### POSITIONNEMENT

**Convention sur les Armes Classiques (CCW):** Les Etats-Unis sont partie à la CCW.

**Protocole V sur les restes explosifs de guerre:** Les USA ont signé le protocole V en janvier 2009..

**Processus d'Oslo:** Jusqu'à présent, les Etats-Unis se sont toujours opposés à un traité d'interdiction des bombes à sous-munitions qui, selon eux, ont une véritable utilité militaire. Les Etats-Unis ont déclaré en janvier-février 2008 que les instruments juridiques existants (CCW) étaient suffisants pour traiter la question des bombes à sous-munitions et qu'ils considéraient donc comme inutile un instrument spécifique sur ces armes. Pour eux, les interdire affecterait les opérations militaires conjointes, notamment dans le cadre de l'OTAN. Pendant la Conférence de Dublin en mai 2008 (à laquelle les Etats-Unis ne participaient pas), l'administration américaine a ainsi menacé les pays signataires du futur traité de ne plus participer à des opérations conjointes de maintien de la paix ou d'aide humanitaire<sup>1</sup>.

Cette menace a permis aux Etats-Unis d'imposer le principe d'interopérabilité dans l'article 21 de la Convention sur les armes à sous-munitions, qui autorise les États parties du traité à participer à des opérations militaires conjointes avec des États non parties qui pourraient utiliser des bombes à sous-munitions.

**Politique :** depuis juillet 2008, une directive du Département de la Défense prévoit que les Etats-Unis puissent continuer d'utiliser tous les types de sous-munitions jusqu'en 2018. Par la suite, celles ayant un taux d'échec supérieur à 1% seront interdites à l'utilisation. En mars 2009, un texte législatif interdisant d'exporter les sous-munitions ayant un taux d'échec supérieur à 1% a été adopté,

<sup>1</sup> « Si cette convention était adoptée sous sa forme actuelle, a expliqué Stephen Mull, secrétaire d'État aux Affaires politiques et militaires, aucun bâtiment de la Navy ne pourrait techniquement être associé à une opération de maintien de la paix, d'aide d'urgence après une catastrophe ou d'assistance humanitaire (...). Et ce, parce que la plupart des unités de l'armée américaine possèdent ce genre d'armes dans leur stock. »

prolongeant une loi votée en 2007. De facto, c'est la quasi-totalité des BASM américaines qui ne pourront plus être exportées.

## Mines

### PRODUCTION, TRANSFERT, STOCKAGE, UTILISATION

**Pays pollué par les mines et les restes explosifs de guerre :** non

**Production :** En 2008, les Etats-Unis ont décidé d'éliminer de la production d'un nouveau système de mines (Spider) le système d'activation par contact/proximité d'une victime (victim-activated), qui aurait assimilé ces mines à des mines antipersonnel interdites par le Traité d'Ottawa. Avec cette décision, il apparaît que les Etats-Unis n'ont pas produit de mines antipersonnel depuis 1997.

**Stockage :** Le pays dispose d'environ 10,4 millions de mines antipersonnel dans ses arsenaux (c'est le troisième stock mondial).

**Transfert :** En 1992, les États-Unis ont décidé un moratoire sur l'exportation de toutes les mines antipersonnel américaines (moratoire qui court actuellement jusqu'à 2014). En 1999, ils ont supprimé leur dernier champ de mines permanent qui entourait leur base navale de Guantanamo à Cuba.

**Utilisation:** En 2004, les Etats-Unis se sont engagés à ne plus employer de mines persistantes (sans système d'autodestruction ou d'autodesactivation) après 2010, et jusqu'à cette date d'en utiliser uniquement en Corée. Mais l'utilisation de toute mine antipersonnel ayant ces systèmes d'autodestruction ou d'autodesactivation est autorisée indéfiniment et sans restriction géographique par la politique de défense américaine. Dans les faits, la dernière utilisation connue de mines antipersonnel par les Etats-Unis remonte à 1991, pendant la guerre du Golfe.

### POSITIONNEMENT

**Traité d'Ottawa :** Les Etats-Unis ne sont pas partie au traité d'Ottawa. Les Etats-Unis jugent "nécessaire" de disposer de mines antipersonnel "pour protéger les militaires américains, les militaires de forces alliées ou les civils". Les Etats-Unis ont cependant promis de continuer à coopérer au déminage des zones touchées par les mines antipersonnel.

L'administration Obama n'a pas encore pris formellement position sur la possibilité de rejoindre le Traité d'Ottawa.

**CCW :** En 1999, les Etats-Unis ont ratifié la modification du protocole II de la convention sur certaines armes classiques. En 2006, ils ont adhéré à la déclaration de la troisième conférence d'examen de cette même convention en précisant qu'ils s'engageaient à ne pas employer des mines anti-véhicules en dehors de zones dont le périmètre est indiqué, et à ne pas en fournir.

En 2007, le gouvernement américain a dépensé 84 millions de dollars pour des programmes d'action humanitaire contre les mines dans 29 pays et territoires.

### Handicap International aux Etats-Unis :

Handicap International aux Etats-Unis fait parti du réseau des huit sections en charge de superviser les quelques 250 programmes mis en place aujourd'hui dans plus de 60 pays dans le monde.

#### **Sources:**

Human Rights Watch, *Survey of Cluster Munition Policy and Practice*, February 2007.

[www.sous-munitions.fr](http://www.sous-munitions.fr)

[www.handicap-international.org](http://www.handicap-international.org)